

## Soutien à la journée de mobilisation pour la santé et l'action sociale

### *Une vague de protestation contre la politique du gouvernement*

**Les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE apportent tout leur soutien aux personnels de la santé et de l'action sociale qui manifestent aujourd'hui une nouvelle fois pour dénoncer leurs conditions de travail.**

Alors qu'ils et elles sont épuisé·es après la 1<sup>ère</sup> vague de Covid-19, le gouvernement ne leur donne toujours pas les moyens de faire face à la 2<sup>ème</sup> vague. Le Ministre de la Santé, lors de la question d'actualité posée hier par Laurence Cohen, Sénatrice du Val-de-Marne, a même osé répondre : « *Je dis aux soignant-es : tenez bon et merci !* »

Mais le personnel hospitalier ne se contente plus d'applaudissements ou de faux remerciements.

Leur message est clair : **ils ont besoin d'embauches pour renforcer leurs équipes, ils ont besoin de réouvertures de lits pour accueillir correctement les patient-es.**

**Le couvre-feu annoncé hier par le Président de la République, sans concertation ni débat au parlement, met en lumière l'échec du gouvernement sur sa stratégie sanitaire pour enrayer la pandémie.** Ce confinement nocturne est son ultime recours pour éviter la saturation des hôpitaux.

**La saturation des hôpitaux c'est en réalité la saturation des politiques d'austérité qui depuis des années ont imposé des baisses de moyens à l'hôpital et contre lesquelles notre groupe s'est opposé en dénonçant notamment les 3 400 lits supprimés en 2019 !**

Penser que le Ségur de la Santé suffirait à calmer la colère des soignant.e.s, montre bien le décalage qui existe entre le gouvernement et les actrices et acteurs de terrain. **La crise est profonde et les remèdes proposés cruellement insuffisants.**

**Nous continuerons à être aux côtés des personnels de la santé et de l'action sociale, pour exiger un plan massif de formation et d'embauche** : cent mille personnes pour l'hôpital et trois cents mille en 3 ans pour les EHPADS, des augmentations de salaire à hauteur de 300 euros, des réouvertures de lits et l'arrêt immédiat des fermetures de services et des établissements de santé.

**Nous nous battons dans l'hémicycle, lors du PLFSS 2021** (Projet de loi de financement de la sécurité sociale), pour obtenir les moyens de ces changements de fond et refuser que le gouvernement ponctionne encore près d'1 milliard sur le dos des hôpitaux publics alors même qu'il existe des solutions alternatives de financement de la santé comme la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales chiffrées à **66 milliards d'euros**.

**L'urgence pour maîtriser l'épidémie est de donner des moyens supplémentaires pour les établissements médico-sociaux et de santé ainsi qu'à leurs personnels !**

Paris, le 15 octobre 2020